

Monsieur / Madame le/la directeur.trice,

Nous soussigné.es, professeur.es, CPE, lycée à tenons à vous informer que nous ne signerons pas le pacte enseignant/CPE.

– Parce que nous refusons le travail supplémentaire contraint pour augmenter nos rémunérations notoirement insuffisantes, nous exigeons une revalorisation sans contreparties après des années de perte de pouvoir d'achat qui pèsent lourdement sur notre quotidien et sur l'attractivité de nos métiers.

– Parce que nous refusons un alourdissement de notre charge de travail alors que notre travail actuel dépasse déjà majoritairement les 43 heures hebdomadaires selon les propres données de l'administration.

– Parce que, fondamentalement attaché.es à notre statut, nous refusons d'entrer dans une logique contractuelle incompatible avec l'autonomie professionnelle nécessaire à la réalisation de nos missions au service des usager.es. Le pacte organise une forme de service d'astreinte qui va considérablement contraindre l'exercice de notre métier au quotidien.

– Parce que nous rejetons le chantage qui consiste à conditionner à la signature du pacte, la mise en place de projets, la possibilité d'aider et d'accompagner nos élèves voire d'obtenir des demi-groupes.

– Parce que les remplacements au débotté imposés par le pacte relèvent d'une tromperie dont nous refusons d'être les complices : faire croire aux parents et à l'opinion publique qu'un cours peut s'improviser, et que les enseignant.es sont interchangeable du jour au lendemain et qu'ainsi les carences de recrutement seraient comblées.

– Parce que le pacte est l'outil de réformes contestées en collège, en LP, sur l'orientation ou le SNU (Service National Universel) qui sont à l'opposé de notre ambition de faire réussir au sein de l'École de la République tous.les élèves

Fondamentalement, le pacte va à l'encontre de ce qui fait la valeur de notre métier : un enseignement de qualité, fondé sur des progressions réfléchies et sur la construction d'une relation pédagogique ambitieuse dans un collectif de travail solidaire.

Nous refusons que les carences et défaillances de l'Etat soient compensées par cette mascarade de revalorisation salariale.

Nous exigeons une réelle revalorisation salariale, une amélioration de nos conditions de travail, et globalement plus de personnels qualifiés dans nos établissements auprès des élèves avec une programmation des recrutements de personnels enseignant-es, de vie scolaire, d'orientation, d'infirmier.ère.s et d'assistant.es sociaux.les.

Soyez assuré-e, Madame/Monsieur le/la directeur.trice de notre attachement au service public d'Éducation.

